



67^e session de l'Assemblée générale

Discours devant l'Assemblée générale

New York, le 25 septembre 2012

Déclaration de la Présidente de la Confédération suisse, S.E. Mme Eveline Widmer-Schlumpf

Monsieur le Président de l'Assemblée générale,
Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire général,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Dixième anniversaire de l'adhésion de la Suisse à l'ONU

Il y a dix ans, la Suisse adhéra à l'ONU. Elle devenait ainsi à la fois le 190^e Etat membre et le premier pays dont les citoyennes et citoyens ont pu décider de l'adhésion par votation populaire. L'ONU et la Suisse partagent les mêmes valeurs et poursuivent des objectifs communs : la promotion de la paix et de la sécurité, le développement durable, la défense et la promotion des droits de l'homme ou encore l'aide d'urgence aux victimes de conflits et de catastrophes naturelles.

Dans tous ces domaines, nous sommes confrontés à des défis importants et urgents. Le changement climatique, les pénuries de nourriture et d'eau, les migrations, la criminalité organisée, le terrorisme et la prolifération des armes ne connaissent pas de frontières. Ce sont des défis mondiaux, qui menacent des régions entières. Dans un monde toujours plus interdépendant, nous devons rechercher des solutions globales, qui répondent aux besoins régionaux et nationaux. Nous ne pouvons pas nous contenter du statu quo. Nous devons trouver aujourd'hui les solutions pour demain.

Pour une ONU forte, moderne et efficace

L'ONU s'étend au monde entier. Son universalité lui confère une légitimité sans pareil et lui permet d'apporter et de mettre en œuvre, face aux défis mondiaux, des solutions bénéficiant d'un large

soutien. Au vu de l'interdépendance croissante de ces défis, l'ONU est plus importante que jamais. Elle doit être au centre de la gouvernance internationale. Le soutien de tous les Etats membres, de chacun d'entre nous, est donc primordial. Pour accomplir les tâches herculéennes qui l'attendent, l'ONU ne pourra plus se contenter du plus petit dénominateur commun que lui offre trop souvent le consensus de ses membres.

Si elle veut être à la hauteur des défis qui lui sont lancés, l'ONU doit se montrer efficiente, innovante et active. Qu'est-ce que cela signifie?

L'ONU est efficiente si elle parvient à moderniser et améliorer ses processus afin de pouvoir agir de manière plus rapide et coordonnée malgré la pression budgétaire croissante. En ce sens, la Suisse soutient le projet de réforme porté par le Secrétaire général de l'ONU. Ce projet doit être mis en œuvre au plus vite.

L'ONU est innovante si elle parvient à développer de nouvelles idées et des solutions adaptées à la situation générale. Ces dernières décennies, les structures de l'ONU se sont développées de manière organique. Elles n'incitent pas à sortir des sentiers battus. Une intensification des échanges non seulement au sein de l'ONU, mais aussi entre l'ONU et les milieux scientifiques, la société civile et le secteur privé favorise la créativité et assure aux activités de l'ONU un soutien plus large. Au siège de l'ONU à Genève, de tels échanges sont encouragés de manière ciblée. La Suisse soutient aussi le renforcement et le développement des activités de recherche et de réflexion au sein de l'ONU. Le regroupement de ces activités à Genève renforcerait encore davantage le potentiel créatif de l'organisation.

Enfin, l'ONU se montre active si elle parvient, sur des sujets conflictuels, à surmonter les blocages pour proposer des solutions. Le recours au droit de veto au sein du Conseil de sécurité est difficilement justifiable en cas de génocides, de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité. C'est pourquoi la Suisse, conjointement avec d'autres pays, continue de revendiquer une réforme des méthodes de travail du Conseil de sécurité. En effet, la transparence et la collaboration de ce dernier avec les autres organes de l'ONU doivent être améliorées, et le droit de veto doit être limité.

Paix et sécurité

Monsieur le Président,

Pour la présente Assemblée générale, vous avez choisi comme thème du débat de haut niveau : « réaliser par des moyens pacifiques l'ajustement ou le règlement de différends de caractère international ». Je salue votre choix. Au cours des dernières années, l'ONU a renforcé ses capacités dans les domaines de la médiation et de la diplomatie préventive, ce qui l'a notamment amenée à revaloriser les processus de médiation. Nous devons toutefois aller encore plus loin. Car la majeure partie du budget de l'ONU reste consacrée aux opérations de maintien de la paix.

La Suisse est convaincue que des investissements plus importants dans des moyens pacifiques permettant le règlement des différends, notamment dans les domaines de la médiation et de la

diplomatie préventive, seraient payants à long terme. Mieux vaut prévenir que guérir, cela vaut pour les individus comme pour les Etats.

Cela n'est bien sûr pas qu'une question d'argent. Chaque conflit évité permet de prévenir des souffrances humaines et un recul du développement des pays concernés. Ces dix dernières années, la Suisse a activement participé à plus de trente médiations dans une vingtaine de pays. De plus, elle met régulièrement son savoir et ses experts à la disposition de l'ONU et souhaite intensifier cette collaboration.

Adaptées aux exigences actuelles, les missions politiques spéciales répondent à la complexité des réalités politiques. Grâce à ces missions, l'ONU peut réagir avec rapidité et souplesse en cas de crises constitutionnelles ou de coups d'Etat. En leur qualité de principal instrument de la diplomatie préventive, les missions politiques spéciales doivent être renforcées, notamment par l'introduction de modalités de financement et de soutiens optimales.

Monsieur le Président,

Lorsque la prévention ne suffit pas, la communauté internationale doit agir fermement. C'est alors que l'ONU doit se montrer capable d'agir et de s'imposer.

La Suisse suit avec inquiétude l'aggravation dramatique de la situation en Syrie. Sur place, les droits de l'homme et le droit international humanitaire sont bafoués. Au moment où je vous parle, des innocents succombent aux balles tirées par l'armée syrienne et l'opposition armée. Des milliers de personnes ont été tuées, plus d'un million sont en fuite dans leur propre pays et quelque 250 000 se sont réfugiées dans les pays voisins. Il est difficile, voire même impossible, d'accéder aux centaines de milliers de victimes qui, blessées et traumatisées, sont condamnées à attendre dans les zones assiégées. Les organismes de l'ONU estiment qu'environ 2,5 millions de personnes nécessitent une aide humanitaire d'urgence. La Suisse a donc débloqué plus de 15 millions de dollars (13 millions de francs suisses) pour l'aide humanitaire en Syrie et dans les pays voisins.

Tant que les droits de l'homme continueront d'être foulés au pied et que les responsables ne seront pas pour autant inquiétés, il sera impossible d'assurer la sécurité. La Suisse demande donc que les auteurs de violations graves des droits de l'homme répondent de leurs actes. L'impunité de ces auteurs n'est pas seulement immorale. Elle compromet aussi le processus de réconciliation qui s'enclenche au sein d'une société après une guerre et favorise donc la répétition des événements. La Suisse mène un groupe composé de quelque trente pays qui demandent que la Cour pénale internationale se saisisse du cas de la Syrie. J'invite donc tous les chefs d'Etat et de gouvernement ici présents à se rallier à cette initiative.

La communauté internationale doit prendre conscience de la gravité des violations des droits de l'homme commises en Syrie. La Suisse salue le travail de la Commission d'enquête instituée par le Conseil des droits de l'homme et en demande le renforcement.

Enfin, la Suisse salue également la nomination de Monsieur Brahimi au poste de Représentant spécial pour la crise en Syrie. Elle s'engage à soutenir ce dernier dans la recherche de solutions politiques au conflit que connaît la Syrie.

Développement durable

Monsieur le Président,

Nous savons qu'à l'échelle planétaire nous ne gérons pas les ressources disponibles de manière durable. Nous les exploitons sans nous soucier du lendemain. Nous savons aussi que le changement climatique est d'origine humaine. L'avenir de notre planète est entre nos mains. Tout ou presque va dépendre de la réussite du passage à un développement durable et de la transition vers une «économie verte». Le document final de Rio+20 nous offre une chance qu'il faut saisir. Nous devons agir dès maintenant afin que les générations futures ne subissent pas les conséquences de notre passivité.

Cependant, il subsiste une forte méfiance réciproque et la crainte de ne pouvoir lutter à armes égales dans un contexte d'économie verte demeure. Ce blocage doit être levé. La Suisse fournira toute sa contribution dans le cadre du partage des efforts à accomplir entre le Nord et le Sud. Le Fonds vert pour le climat sera un élément-clé du financement de cette transition. Il importe par conséquent de le mettre en place sans tarder dans un environnement optimal. Je suis persuadée que Genève offre un cadre idéal à cet effet.

Le passage à une économie verte exige de nouveaux modes de pensée et d'action. Lors de tout changement, il y a des gagnants et des perdants. En matière de développement durable cependant, les perdants et les gagnants sont les mêmes. Ce sont les générations futures. Soit celles-ci pourront continuer de vivre dans un environnement préservé en disposant des ressources naturelles nécessaires, soit elles devront se contenter d'un moindre niveau de bien-être en raison de l'épuisement des ressources et des vastes conséquences du changement climatique. Notre défi commun consiste à assurer le bien-être de chacun sans surexploiter les ressources naturelles.

La Suisse accorde la plus grande importance à l'Agenda post 2015. Celui-ci nous permet de tirer profit des expériences faites avec les Objectifs du Millénaire pour le développement afin de préparer l'avenir. Cette démarche nous fournit l'occasion de prendre en compte conjointement tous les aspects du développement durable et d'élaborer pour la première fois un ensemble d'objectifs universels pour le bien-être des générations futures du monde entier. La Suisse est persuadée que la définition des objectifs du développement durable contribue largement à renforcer ce développement. Elle participera activement à la définition de cet ensemble d'objectifs. La Suisse juge impératif de regrouper dans un même processus les discussions sur l'Agenda post 2015 et sur les objectifs du développement durable.

Monsieur le Président,

Selon le philosophe romain Sénèque, nous aurions assez de temps si nous en perdions moins. Attaquons-nous donc tout de suite aux grands défis! Unissons nos forces pour promouvoir la paix et la sécurité dans le monde et pour mieux protéger les droits de l'homme. Mettons un terme à l'impunité des auteurs de graves violations de ces droits en exigeant d'eux qu'ils rendent des comptes. Prenons

les mesures courageuses que requiert le développement durable, dans l'intérêt de nos enfants et de nos petits-enfants. Enfin, renforçons l'ONU, afin que cette unique organisation vraiment universelle soit mieux à même de relever ces immenses défis.

Monsieur le Président, je vous remercie de votre attention.

Unofficial translation

Mr. President of the General Assembly,
Heads of State and Government,
Mr. Secretary-General,
Excellencies,
Ladies and gentlemen,

10 years of Switzerland in the UN

It was exactly ten years ago that Switzerland joined the UN as the one hundred and ninetieth member state. And it was the first country in which UN membership was approved by the citizens in a popular vote. The UN and Switzerland share the same values and pursue the same goals: the promotion of peace and security, sustainable development, the protection and promotion of human rights and the provision of emergency relief to victims of conflict and natural disasters.

We face significant and pressing challenges in all these areas. Climate change, food security, water scarcity, migration, organised crime, terrorism and the proliferation of weapons do not halt at our borders. These are global challenges, which threaten entire regions. In an increasingly interconnected world, we have to search for global solutions; global solutions which enjoy regional and national support. It is not enough to simply maintain the status quo. We have to find solutions today for the challenges we will face tomorrow.

For a strong, modern and efficient UN

The UN has worldwide membership. This gives it unparalleled legitimacy and places it in a unique position to find and implement solutions to global challenges, solutions which therefore enjoy broad support. In view of the growing interdependence between these challenges, we need the UN now more than ever. It must take its place at the heart of international governance. But each and every member state is called upon to play its part. If we are to master these herculean tasks, it is not enough to settle for the lowest common denominator – as is all too often the case when consensus is reached at the UN.

In order for the UN to overcome these challenges, it must be efficient, innovative and capable of taking action. What does that mean?

The UN can be efficient if it updates and optimises its processes so that it can act more rapidly and in a more coordinated manner, despite growing budgetary pressures. Switzerland supports the reform agenda of the UN Secretary-General. This should be implemented swiftly.

The UN can be innovative if it develops new ideas and approaches which fully capture the big picture. The current UN structures have evolved over a number of decades. As a result, people tend to think and act along conventional lines. More intensive exchanges within the UN, as well as with actors from the worlds of academia, civil society and the private sector, promote creativity and foster broad support for UN activities. Such exchanges are actively encouraged at the UN headquarters in Geneva. Switzerland also supports the expansion of the UN's 'think tank' activities. The grouping of these activities in Geneva would create even greater creative potential.

The UN is ultimately capable of acting if it helps to find solutions to conflictive issues and does not block them. The exercising of veto rights in the Security Council in cases of genocide, war crimes or crimes against humanity is difficult to justify. Switzerland and other member states therefore continue to call for a reform of Security Council working methods. Its transparency and cooperation with other UN bodies should be improved and the use of veto rights should be limited.

Peace and Security

Mr. President,

As the theme of the current General Assembly you have chosen 'bringing about adjustment or settlement of international situations by peaceful means'. I congratulate you on your choice. In recent years, the UN has expanded its capacity in mediation and preventive diplomacy and in particular has improved its mediation processes. However, we must go a step further, as the lion's share of the UN budget is still used for peacekeeping operations.

Switzerland believes that investing more in peaceful means of dispute resolution, particularly mediation and preventive diplomacy, will pay dividends in the long run. The same can be said of states as of people: prevention is better than cure!

It is not simply a question of cost: every conflict that is avoided also prevents human suffering and stops those countries concerned from taking a step backwards in their development. Over the last ten years, Switzerland has been actively involved in over thirty mediation processes in around twenty countries. It regularly makes its knowledge and experts available to the UN and would like to see this cooperation intensified.

Special Political Missions are a modern response to these complex political realities. For example, they allow the UN to respond rapidly and flexibly to constitutional crises or coups. And as the main instrument of preventive diplomacy, they should be reinforced, for example by creating an appropriate budget framework for them in the UN system.

Mr. President,

If attempts at prevention fail, the international community must take decisive action. And in such cases, the UN has to demonstrate that it is an assertive organisation capable of taking action.

Switzerland is following the rapidly deteriorating situation in Syria with great concern. Human rights and international humanitarian law are being flouted in Syria as we speak; innocent people are dying, caught in the crossfire between the Syrian army and the armed opposition. Thousands of people have been killed, hundreds of thousands are trapped, over a million are trying to flee within their own country, and over 250 000 (two-hundred and fifty thousand) have sought refuge in neighbouring countries. Gaining access to injured and traumatised victims unable to leave the embattled territories is almost impossible. UN organisations estimate that 2.5 (two point five) million people are in urgent need of humanitarian assistance. Switzerland has contributed humanitarian aid to Syria and neighbouring countries amounting to over 15 (fifteen) million dollars (13 million Swiss francs).

There will be no security as long as human rights are being violated in the most serious manner, and as long as those responsible believe that they are safe from prosecution. Switzerland therefore demands that those responsible for serious human rights violations be called to account. Impunity is not only immoral. It also hinders the post-conflict reconciliation process in society and encourages history to repeat itself. Switzerland heads a group of over thirty countries calling for Syria to be referred to the International Criminal Court. I call upon you, the heads of state and government present here today, to support this initiative.

The international community must be made aware of the extent of human rights violations in Syria. Switzerland welcomes the work of the Commission of Inquiry set up by the Human Rights Council and calls for it to be strengthened.

Lastly, Switzerland also welcomes the appointment of the new Joint Special Representative for Syria, Mr. Brahimi. It will do its utmost to help him find a political solution to the conflict.

Sustainable development

Mr. President,

We know that we are not using the world's available resources sustainably. We know that humans are exploiting these resources for short-term gain and that we are the cause of climate change. The fate of our planet rests in our hands. Much will depend on whether we succeed in making the step to sustainable development, and whether we succeed in moving towards a 'green economy'. The Outcome Document from Rio+20 provides an opportunity to do this. We must act today so that future generations do not have to pay the price for our inaction.

A great deal of mutual distrust remains, however. As does the fear that not everyone will be able to compete on equal terms in a green economy. We must overcome this hurdle. Switzerland will play its part in sharing the burden between north and south. The Green Climate Fund will be a key element in financing this restructuring. It should therefore be set up without delay, and in an optimal environment. I am convinced that Geneva can offer that environment.

The transition to a green economy also requires new approaches, both in ways of thinking and acting. Any change creates winners and losers. With regard to sustainable development, however, the

winners and losers are identical. They are future generations. Either they will be able to benefit from natural resources and enjoy a higher standard of living in a more or less intact environment, or they will experience a decline in the standard of living and have to cope with the far-reaching consequences of exploited resources and climate change. Our common challenge lies in generating prosperity for all without overexploiting our natural resources.

Switzerland places great importance on the post-2015 political agenda. We can all benefit from the experiences of the Millennium Development Goals and build upon them. The process is an opportunity to consider all dimensions of sustainable development together and, for the first time ever, develop a universal system of targets for the good of future generations throughout the world. Switzerland is convinced that setting Sustainable Development Goals is an important element in strengthening sustainable development. It will play an active part in preparing this new system of goals. Switzerland firmly believes that the post-2015 discussions and Sustainable Development Goals should be combined in a single process.

Mr. President,

The Roman philosopher Seneca said: "It is not that we have so little time, but we lose so much". So let us tackle these huge challenges today! Let us join forces to bring about more peace and security in the world and better protect human rights. Let us take action against the authors of the most serious human rights abuses and bring them to account. Let us take bold steps for more sustainable development in the interests of our children and grandchildren. And let us strengthen the UN so that, as the only truly universal organisation, it is better equipped to address these immense challenges.

Thank you.